

N°6/2025 SEPTEMBRE

Notre sécurité ne se monnaie pas.

Notre protection n'est pas un coût mais une obligation pour notre employeur.

Nous avons appris avec colère l'agression grave survenue dans l'Allier ce 23 septembre 2025.

Une contrôleuse stagiaire s'est faite arroser d'allume barbecue en box par une contribuable. Celle-ci a ensuite essayé d'allumer le liquide. La collègue a été extirpée du box, laissant la contribuable seule.

Là elle a allumé des départs de feu, à une poubelle et à un siège, puis a tenté de passer par l'accueil pour rejoindre les bureaux. Deux inspecteurs l'en ont empêché. Ils se sont aussi fait asperger et elle a tenté d'allumer le liquide.

Nous adressons tout notre soutien fraternel aux agents directement touchés ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe profondément marquée par cet acte.

Cet événement n'est pas un fait divers isolé. Il révèle la montée continue des violences auxquelles sont confrontés les agents des Finances Publiques : insultes, menaces, dégradations, intrusions, agressions physiques. Ces actes sont aussi le résultat du fonctionnaire bashing et de choix politiques qui affaiblissent nos services et nous exposent davantage :

- Suppressions de postes,
- Fermetures et regroupements de sites,
- Réductions de l'accueil physique,
- Discours publics qui stigmatisent les agents au lieu de les soutenir.

Depuis des années, la CGT alerte sur l'insuffisance des moyens de protection et sur la nécessité d'un plan national de sécurité digne de ce nom. Or, le plan actuel est incomplet et jamais mené à son terme :

- Absence de vigiles permanents dans les accueils,
- Dispositifs d'alerte souvent défaillants,

- Droit de retrait contesté alors que la loi impose une obligation de sécurité de résultat à l'employeur,
- Manque d'accompagnement psychologique pour les agents victimes.

Trop, c'est trop !

Nous dénonçons la passivité du Ministère et de la Direction Générale qui communiquent après chaque drame mais ne mettent pas en place de mesures structurelles et immédiates pour protéger les agents.

Nous exigeons :

- La révision et l'application effective du plan national de sécurité DGFIP, avec un vrai budget à la hauteur des actions nécessaires à notre protection,
- La présence permanente de vigiles dans tous les accueils exposés au public,
- Des procédures claires et immédiates de renfort en cas d'agression,
- Le respect intégral du droit de retrait et la prise en charge totale des collègues agressés (protection fonctionnelle, soutien psychologique, reconnaissance en accident de service).

La sécurité des agents n'est pas négociable. Elle n'est pas un sujet de communication mais une obligation légale et morale que l'administration ne peut plus éluder.

La CGT Finances Publiques 86 se tient aux côtés de la section de l'Allier et exige du Ministère et de la DGFIP des décisions immédiates et visibles. Sans cela, nous continuerons à alerter publiquement, à utiliser tous les leviers réglementaires et juridiques, et à mobiliser les agents pour faire respecter leur droit fondamental à travailler en sécurité.

Le projet d'accueil de Slovénie est un projet de « riche », dicit un de nos administrateur d'Etat

Ironie du sort, ce 23 septembre, jour de l'agression de nos collègues de l'allier, nous étions en formation spécialisée. L'un des points à l'ordre du jour était la rénovation de l'accueil de Slovénie. Même si nous pouvons signaler que des efforts ont été faits pour prendre en compte les remarques des agents, des points restent en suspens comme la sécurité des « voltigeurs ». De nombreuses questions n'ont pas trouvées de réponses, comme la matière et la hauteur des vitres de protection, les boutons d'alarme... qui seront étudiées dans un 2ème temps. Lorsqu'il nous a été dit que le projet proposé en instance était un projet de « riches » nous avons rappelé que **la sécurité de nos agents n'a pas de prix !** et demandé le montant dépensé depuis 2015 en travaux sur l'accueil de Slovénie. **De plus le calendrier n'est pas fixé. Fermeture totale (comme à Pau), partielle (sur RDV) ou déport sur Riffault ou des préfabriqués ? rien n'est arrêté. Espérons que les conditions de travail des agents seront privilégiées.**

Il nous a été présenté un projet pour Montmorillon très tardivement (la veille) que nous n'avons pas véritablement pu étudier.

DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels) et PAP (programme annuel de prévention)

La CGT s'est abstenue lors du vote des DUERP et PAP, ceux-ci n'apportant pas de solution aux risques psycho-sociaux, suivie par les autres OS. Pourtant dans l'observatoire interne, les collègues du 86 pensent que tout va mieux ! Mais bonne nouvelle, à notre question sur la date de remise en route du chauffage, notre nouvelle directrice fera le nécessaire dès que la température baissera. **A vos thermomètres !**

Retrouvez notre liminaire sur notre site départemental

Décryptage CGT Finances Publiques : Comment taxer les riches autant que les pauvres ?



La Taxe Zucman
c'est quoi ?

- ✓ Un impôt plancher de **2% sur les patrimoines des ultra-riches**
- ✓ Cet impôt concerne les fortunes **dépassant les 100 millions d'euros** (pas vous)
- ✓ Il pourrait rapporter **jusqu'à 20 milliards d'euros** au pays
- ✓ Il est **soutenu par 79% des Françaises et des Français** (là, c'est vous)

Le constat de départ :

Tous les français paient en moyenne 50% de prélèvements obligatoires (impôt sur le revenu, impôt sur la fortune, cotisations sociales mais aussi TVA et autres taxes). Seule exception : les ultra riches, c'est-à-dire ceux possédant plus de 100 millions € de patrimoine, ne paient que 27% de prélèvements fiscaux et sociaux, donc deux fois moins que le reste de la population. Le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France est passé de 200 milliards en 2010 (10% du PIB) à 500 milliards en 2014 et 1200 milliards en 2024 (42% du PIB)

Les propositions de Gabriel Zucman :

Pour amener le taux de prélèvements obligatoires des ultra riches à l'identique du reste de la population (50%), Gabriel Zucman a calculé qu'un impôt équivalent à 2% de leur patrimoine serait suffisant.

Leur taux moyen actuel de prélèvement s'élevant à 0,3% de leur patrimoine, ils connaîtraient une imposition supplémentaire de 1,7 %.

Cet impôt serait une contribution différentielle, autrement dit un plancher. Les foyers déjà taxés à hauteur de 2% de la valeur de leur patrimoine n'auraient aucun impôt supplémentaire.

FONCTIONNAIRES IMPRODUCTIFS

Le débat autour de la Taxe Zucman a provoqué une crise d'urticaire à Pierre Gattaz, ancien président du Medef. C'est le même Pierre Gattaz qui avait promis la création d'un million d'emplois en échange d'une baisse massive d'impôts.

Or entre 2013 et 2017, le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) n'a pourtant créé ou sauvegardé qu'environ 100 000 emplois, pour un coût total de plus de 100 milliards d'euros.

Comme le dit Arnaud Bontemps du collectif « nos Services publics », cette somme aurait pu financer deux fois plus d'emplois publics dans des secteurs essentiels comme la santé, l'éducation ou la bifurcation écologique. Quant aux missions de contrôle de l'État, elles sont primordiales pour assurer la protection des populations (notamment contre les multinationales !). Elles sont d'ailleurs largement sous-dotées, que ce soit à l'inspection du Travail ou au contrôle fiscal. La France a le triste record des morts au travail d'un côté, et se fait voler des dizaines de milliards d'€ de TVA chaque année. Il est temps de renforcer les services publics en mettant à contributions les plus riches. C'est urgent.

« On ne veut plus d'aides [...]

ça fait que des fonctionnaires vont vous imposer des choses, vont vous contrôler, vous surveiller [...]

On a des tas de gens improductifs, qu'on appelle l'administration.

Je ne suis pas d'accord pour que les improductifs soient plus nombreux que les productifs. »

Pierre Gattaz,
ancien président du Medef
et invité de l'émission
Complément d'enquête
consacrée aux
multinationales



M Lecornu comme ses prédécesseurs s'entête à vouloir poursuivre la même politique au service des actionnaires, en faisant payer les travailleuses et les travailleurs, les privés d'emploi, les retraités.

Pourtant jamais un 1er ministre et un président n'ont été aussi minoritaires et fragilisés. Leurs politiques inégalitaires, de casse sociale ne sont plus acceptées dans l'opinion publique. La colère sociale est énorme. Après le 10 septembre puis le 18 qui a réuni plus d'un million de manifestants, c'est une nouvelle journée massive de grève et manifestations qui s'organise. À nous de reprendre la main ! Construisons une mobilisation d'ampleur pour gagner une politique à la hauteur de l'urgence sociale et environnementale !

RDV dans la rue le 02 octobre

Si notre nouveau premier ministre n'a pas encore fait grand-chose, les signaux émis sont alarmants. Il entend engager une énième révision de l'organisation de l'État ! La Mission « État Efficace » est créée. Dépendant directement du premier ministre, cette « équipe resserrée et agile » va bombarder en continu des propositions pour « une meilleure organisation du service public ». Cela veut dire donner encore des coups de tronçonneuse dans les services de l'État. Il se vante d'avoir déjà acté « la suppression de trois délégations interministérielles, d'une délégation ministérielle, d'une délégation générale, d'un coordonnateur national et d'un poste de délégué interministériel ». Bref toujours la même rengaine, si ça ne marche pas, c'est un problème d'organisation donc réorganisons et supprimons des emplois.

On connaît déjà le résultat : une aggravation de la situation !

Après des taux de grévistes dans la Vienne de 13,45% le 10/09 et de 12,76% le 18/09

Soyons encore plus fort le 02 octobre



Bulletin d'adhésion :

NOM : Prénom :

Grade : échelon : indice : temps partiel :

Résidence administrative :

Adresse personnelle :

Sollicite mon adhésion à la section CGT Finances Publiques de la Vienne

A le signature

Bulletin à renvoyer par courriel à cgt.ddfip86@dgfip.finances.gouv.fr ou cgtfip86@gmail.com





Pour gagner

Le 2 octobre, on accélère !

Les 10 et 18 septembre : une force croissante

Grâce à l'ultimatum intersyndical, nos grèves et la pression populaire, le gouvernement a déjà dû abandonner son projet de supprimer deux jours fériés et suspendu les décrets de doublement des franchises médicales.

Au-delà des effets de communication, le Premier ministre ne marque aucune rupture et maintient des mesures inacceptables : **gel des pensions de retraite, baisse des prestations sociales, suppressions de postes dans la fonction publique...** et rien de précis sur une énième casse de l'assurance chômage !

Le gouvernement et le patronat ne veulent céder sur aucune des revendications de l'intersyndicale et de la population. Ils refusent les idées de recettes nouvelles qui ne toucheraient pourtant que les ultra-riches dans des faibles proportions et préfèrent continuer à faire payer les travailleur-euses, les précaires, les retraité-es...

L'ensemble des organisations syndicales appellent à se mobiliser pour construire un rapport de force puissant et offensif.

Jamais le pouvoir n'a été aussi fragilisé. Emmanuel Macron a été contraint de changer 5 fois de Premier ministre en deux ans, son gouvernement n'a pas de majorité et il recule déjà sous la pression. Comme pour chaque avancée sociale, le gouvernement et le patronat refusent de lâcher... jusqu'au moment où ils finissent par y être contraints.

Le 2 octobre peut être un tournant : c'est en amplifiant la mobilisation que nous pourrions obtenir l'abandon de ce budget d'austérité, l'abrogation de la retraite à 64 ans imposée par 49-3, l'augmentation des salaires et des pensions, des moyens pour les hôpitaux, les écoles et les universités, des investissements pour réindustrialiser le pays, le conditionnement des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises privées, la taxation des grandes fortunes et des profits.

> **Mobilisons-nous dans chaque entreprise, chaque service, chaque territoire**, avec des revendications concrètes et amplifions les grèves déjà engagées, notamment sur les salaires.

> **Organisons des réunions et des assemblées générales** pour débattre avec nos collègues pour convaincre celles et ceux qui hésitent.

> **Rendons visibles les grèves et les débrayages d'entreprises** : organisons des départs collectifs, sortons avec des banderoles et pancartes propres à chaque entreprise ou service, partageons sur les réseaux sociaux pour montrer que la mobilisation est partout !

Le 2 octobre, soyons encore plus nombreux et nombreuses dans la rue pour mettre la pression sur le gouvernement et le patronat ! Transformons notre colère en mobilisation pour gagner des avancées.

RDV sur cgt.fr/carte pour les lieux de manifestation

5 raisons de faire grève et manifester

1. **Unité syndicale historique** : toutes les organisations appellent à faire grève pour peser.
2. **Nous avons déjà obtenu des reculs d'un gouvernement très affaibli** : à nous d'en gagner d'autres.
3. **Justice sociale et fiscale** : le budget d'austérité doit être enterré, de même que les cadeaux aux ultra riches et aux grandes entreprises.
4. **Nous voulons un budget** qui réponde aux urgences sociales et environnementales.
5. **Plus nous serons nombreux-ses, plus nous pourrions imposer nos revendications** face au gouvernement comme face à nos employeurs.

On s'organise !

C'est le moment de se syndiquer
cgt.fr/rejoindre



Carte CGT des
mobilisations
cgt.fr/carte



RDV : Poitiers 14H promenade des cours

Chatellerault 10H au kiosque

Loudun 10H mairie

Montmorillon 10H place de la victoire

Civray 10H école Simone Veil